

Note de suivi de la visite de terrain du Canada et du PBF Mali dans le cadre du projet PBF « Femmes, Défense et Sécurité »

Le projet de 18 mois - « **Femmes, Défense et Sécurité – Participation des femmes à la RSS et au renforcement de la confiance entre populations et FDS au Mali** » financé par le PBF vise à contribuer à la consolidation de la paix au Mali en assurant une plus grande participation des femmes dans le domaine de la sécurité et la gestion pacifique des conflits, et en renforçant la confiance entre les femmes, et entre les femmes et les FDS dans les régions de Tombouctou et Gao en particulier.

La visite de terrain du Canada et du PBF Mali le mardi 6 février 2018 a permis d'échanger et de réfléchir autour du rôle des femmes dans le domaine de la sécurité, de la défense et plus largement de la résolution des conflits au travers des initiatives conduites par Interpeace et l'IMRAP dans le cadre des projets PBF « Femmes, défense et sécurité » et PSOPs/MINUSMA. Suite à un échange informel entre les représentants du Canada, de la MINUSMA, d'Interpeace et de l'IMRAP sur les résultats préliminaires du projet à ce jour, défis et opportunités, la délégation a participé en tant qu'observateur au centre Aoua Keita à un focus groupe entre des femmes au profil divers – épouses de FDS, personnel féminin des FDS, jeunes filles candidates au recrutement, femmes déplacées de retour, femmes des mouvements armés signataires, etc. visant à discuter du rôle et place de la femme au sein des FDS et des solutions aux obstacles qu'elles rencontrent.

Les résultats préliminaires du processus

Sur la base de l'analyse préliminaire des grandes idées ressorties des différents focus groupes et entretiens menés à ce jour, un certain nombre d'obstacles à la participation des femmes dans les FDS et dans la RSS ressortent, et cela malgré les grands chantiers ouverts par l'Etat¹ et ses partenaires² pour améliorer la participation des femmes à tous les domaines de la vie publique en général, et dans les domaines de la consolidation de la paix et de la sécurité en particulier.

Entre nécessité et opposition à la participation des femmes dans les FDS : que faire ?

Il ressort des consultations la pertinence, si non la nécessité absolue, de la contribution des femmes dans les FDS. De l'avis de plusieurs personnes consultées, cette thématique est indispensable pour le bon

¹ Création d'un Ministère en charge de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille ; élaboration d'une politique nationale Genre et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre 2011- 2013, plan d'action national pour mise en œuvre de la résolution 1325.

² Les différentes résolutions adoptées par le conseil des Nations Unis comme la 1325, 1820, 1888, 1889, 1960, 2106, 2122.

fonctionnement des services de défense et de sécurité et pour la satisfaction des populations. « *Le projet femme défense et sécurité est plus qu'important, femme un problème, défense un problème, sécurité un problème...* »³. Pour plusieurs participants aux espaces de dialogue, l'emploi du personnel féminin dans les services des FDS est indispensable pour qu'ils puissent mieux répondre aux préoccupations⁴ des usagers. Selon eux, il est plus facile pour les victimes des violences basées sur le genre de se rendre à la police ou à la gendarmerie quand elles savent qu'il y a des femmes comme elles qui seront plus sensibles et plus attentives à leurs souffrances. Par ailleurs, il n'y a aucune interdiction religieuse, musulmane ou chrétienne, à l'engagement des femmes dans le métier des armes même s'il y a des dispositions particulières à prendre. Bien au contraire, « *selon l'islam il est bon qu'une femme fouille une femme, il est bon qu'un homme fouille un homme et non le contraire* »⁵.

Cependant malgré la reconnaissance de la pertinence de l'implication des femmes dans les corps des FDS par la plupart des acteurs rencontrés pendant ce processus, des difficultés à l'engagement des jeunes filles et au bon usage du personnel féminin dans les FDS persistent.

I. Les obstacles liés à l'accès aux femmes dans les FDS

L'animation des espaces de dialogue entre populations et FDS sur la participation des femmes dans les FDS a permis d'identifier plusieurs facteurs qui freinent la participation des femmes dans le « métier des armes ».

- **Le poids des pesanteurs sociales et religieuses**

L'idée qu'on se fait du rôle de la femme dans la société malienne trouve son fondement depuis la famille. Le garçon et la fille ne reçoivent pas le même type d'éducation. Le garçon est lui préparé à être responsable, fort et décisif. Tandis que la fille est toujours considérée comme un être fragile et faible dont il faut prendre soin et ce, quel que soit son âge. Ces défis socioculturels et religieux font actuellement sujets de débats entre communautés et au sein d'une même communauté. Elles sont partagées entre le sentiment d'évolution et de conservation des coutumes et traditions.

- La cohabitation rapprochée entre hommes et femmes dans les centre d'instruction avec le port des tenues jugées « indécentes » pour les femmes fait que certaines communautés restent réfractaires à l'engagement des jeunes filles. A titre d'exemple, le fait que les FDS rasent la tête des nouvelles recrues, poussent certaines jeunes filles de Tombouctou à refuser des offres de candidature. Dans la culture des Sonrhâi de Tombouctou, raser la tête d'un adolescent est synonyme de punition.
- Le mariage précoce empêche les filles de réaliser leurs rêves d'être recrutées dans les FDS. Les codes internationaux exigent d'avoir 18 ans, alors que le code malien de la famille autorise un enfant de 16 ans à se marier avec le consentement de ses parents. Dès lors, beaucoup de jeunes

³ Focus hétérogène de présentation du projet aux autorités politiques militaires, administratives, religieuses, traditionnelles ainsi qu'aux organisations de la société civile de Gao.

⁴ Ces préoccupations peuvent être culturelles et/ou religieuses.

⁵ Focus homogène leaders religieux et chefferie traditionnelle de Tombouctou Octobre 2017.

filles se retrouvent déjà mariées à 18 ans et donc dans l'impossibilité de réaliser le processus de recrutement à cause de leur statut matrimonial.

- Le gavage des filles qui consiste à soumettre l'enfant à un régime alimentaire qui la permette de prendre du poids pour qu'elles paraissent plus rondes et plus grosse. Dans ces conditions, passer les épreuves physiques du recrutement est rendu difficile.
- Les grossesses précoces : « *entre l'âge de 18 à 22 ans la plupart des filles ont déjà 2 ou 3 maternités et elles ne seront plus apte à suivre le processus de recrutement* » ⁶.

Quelques pistes de solutions

- Avoir une **compréhension commune et partagée** de la nécessité de la présence du personnel féminin dans les FDS ;
- **Réviser le quota** attribué aux femmes dans le processus de recrutement. Exemple : sur la promotion qui vient de sortir de la formation, les femmes n'ont même pas eu les 10%. Sur les 2224 nouvelles recrues, seules 200 sont des filles ;
- Désigner des **points focaux Genre** dans tous les services de sécurité⁷ ;
- Communiquer sur les cas de réussite des femmes dans les FDS ;
- Identifier des candidates volontaires dans les espaces scolaires ;
- Mettre en place des sessions de renforcement des capacités pour les jeunes filles candidates aux processus de recrutement dans les FDS.

II. Les obstacles liés aux processus de recrutement

Au sein des FDS, le principe d'intégration des femmes est un acquis. Cependant, force est de reconnaître que des défis liés aux modalités de recrutement freinent l'accès des jeunes filles à ces corps de métier, parmi lesquels :

- **L'âge du recrutement 18 à 22 ans**

De l'avis de plusieurs participants, ce critère empêche de nombreuses jeunes filles de se présenter au recrutement, n'ayant pas encore pu obtenir leur baccalauréat – examen pourtant exigé pour être en mesure de postuler. L'âge de 22 ans est perçu par beaucoup comme trop jeune pour permettre aux jeunes filles désireuses de s'engager d'être suffisamment aptes intellectuellement, mais aussi dans une certaine mesure physiquement.

Piste de solution

- **Revoir l'âge de 18 à 22 ans.** Des participants proposent de rallonger cet âge à **26 ans** ;
- **Défis liés aux pratiques des visites médicales pendant le processus de recrutement**

⁶ Focus Groupe Tombouctou.

⁷ Cette préoccupation vient d'être prise en compte avec la nomination des points focaux Genre dans la police grâce à l'implication de la représentante de la DGPN au comité de pilotage avec l'appui du mentor. Ces deux personnes ont expliqué au DG de la police les premiers résultats du processus et la nécessité d'aller vers un changement avec la prise en compte des besoins des populations.

Cette épreuve est la plus « redoutée ». De l'avis de plusieurs candidates, se déshabiller en groupe et cela devant des médecins hommes fait que certaines d'entre elles se désistent dès ce stade du recrutement. Aussi, elles pensent que cette visite est une occasion pour les responsables de disqualifier les filles parce qu'ils ne prennent pas en compte des spécificités et/ou particularité du sexe féminin.

« Si le jour de la visite trouve que tu es indisponible par tes cycles mensuels c'est tant pis pour toi »⁸

Pistes de solutions

- Lors de **visites médicales corporelles** :
 - o **Permettre une flexibilité** pendant la visite médicale pour permettre aux candidates biologiquement indisposées d'avoir une seconde chance ;
 - o Prendre en compte le **genre** dans la composition des équipes de visite corporelle ;
 - o Avoir un **espace sécurisé** avec plus d'intimité pour faire la visite corporelle ;
- A long terme, **former des médecins femmes** pour qu'elles participent à ces visites ;

- **Etre célibataire sans enfant**

Ce critère est jugé discriminatif par les jeunes filles candidates qui pensent que certaines peuvent bien tenir la formation étant mariées et ayant des enfants. Cette idée ne passe pas devant les autorités militaires qui pensent qu'ils ont besoin de personnes qui n'ont pas trop de contraintes parentales ou conjugales.

- **L'accès à la carte biométrique NINA**⁹ a également limité la participation de beaucoup de jeunes, plus particulièrement les filles lors du recrutement passé dans les différents corps.

Piste de solution

- Engager une **seconde campagne d'enrôlement** des populations pour permettre à tous les Maliens d'avoir une carte biométrique NINA.

A suivre...

L'animation du focus groupe du 6 février a permis aux femmes leaders de différents mouvements et différentes corporations de se retrouver et d'échanger ensemble sur les possibilités de synergies d'action afin d'améliorer la participation des femmes dans les FDS et dans le renforcement de la cohésion sociale.

Des idées de collaboration entre l'association des femmes policières et la FENACOF (fédération nationale des collectives des organisations féminines) ont été discutées entre les femmes présentes à la rencontre (causeries, échanges entre les femmes sur les rôles et les responsabilités de chaque acteur pour la consolidation de la paix, session de renforcement des capacités des jeunes filles candidates au recrutement sont entre autres des actions et activités envisagées).

⁸ Focus homogène femmes policières Février 2018.

⁹ C'est une carte d'identification nationale à laquelle tous les Maliens n'ont pas encore été enrôlés.

NB :

Ce document constitue une ébauche des grandes idées ressorties pendant le processus et ne doit nullement être considéré comme définitif car les obstacles doivent être confirmés ou infirmés dans la suite du processus. Les pistes de solutions citées ci-dessus seront elles soumises au processus de validation¹⁰ et présentées aux autorités politiques, administratives et militaires pour avis.

¹⁰ Séances de travail avec le mentor, rencontres comité de pilotage, conférences régionales et nationales.